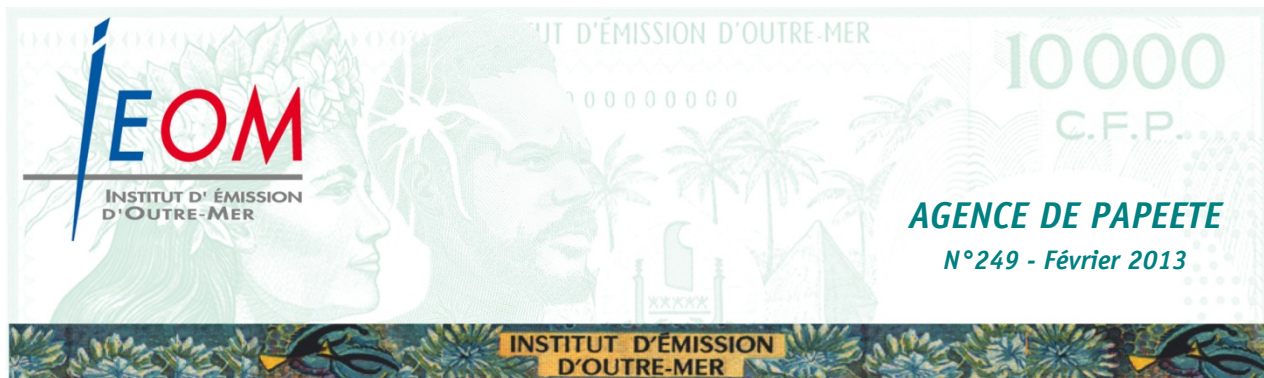




1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

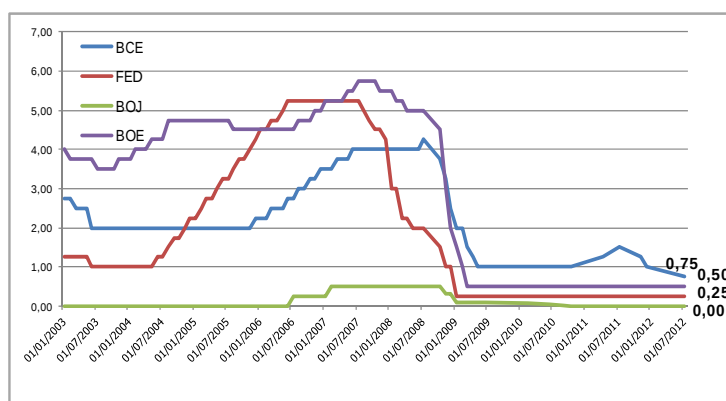
Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation (....) ont continué de diminuer, comme prévu, et devraient revenir en deçà de 2 % au cours des prochains mois. (....). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger début 2013. (....). Plus tard en 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement (....). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse. (....) ».

Le Président de la BCE a précisé que le Conseil des gouverneurs « suit attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de la politique monétaire qui demeurera accommodante en assurant une allocation illimitée de liquidité ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques autant que nécessaire. Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale vers la réintégration du système bancaire ».

La Fed maintient le statu quo monétaire ainsi que son programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 30 janvier 2013, son principal taux directeur inchangé. La Fed a également confirmé le maintien de son programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois afin de soutenir l'économie. Il a également décidé de maintenir le taux directeur à son niveau actuel tant que le chômage restera supérieur à 6,5 %. Au quatrième trimestre 2012, le PIB des Etats-Unis a reculé de 0,1 % et augmenté de 2,2 % sur l'ensemble de l'année.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 900 fin décembre 2012, stable sur un mois en données CVS-CJO (+ 300 personnes). Sur un an, il croît de 10 % (+11,7 % pour les hommes et +8,2 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,9 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 11,7 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre. Il était de 10,7% en décembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en décembre 2012. Il était de 10 % en décembre 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois de décembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % en décembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établit à 2 % en janvier 2013, en baisse de 0,2 point par rapport à décembre 2012.

Asie/Pacifique

BoJ : statu quo monétaire et objectif d'inflation à 2 %

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 22 janvier 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. Le Comité a d'une part doublé son objectif d'inflation à 2 % conformément à la demande du Premier ministre et d'autre part a décidé de poursuivre son programme de rachats d'actifs financiers sans limitation de durée pour atteindre cet objectif. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014 et abaissé son estimation pour l'année 2012-2013 à 1 % contre 1,5 %. En décembre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % sur un mois et reculé de 0,3 % en 2012 par rapport à 2011. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont reculé de 0,6 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en hausse de 0,1 point par rapport à novembre. En décembre 2012, les exportations ont diminué de 5,8 % sur un an et les importations ont cru de 1,9 %.

Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros en décembre 2012, et 58,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2012.

Chine : ralentissement de la croissance en 2012

Le PIB chinois a progressé de 7,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2012 et de 7,8 % pour l'ensemble de l'année après 9,3 % en 2011 et 10,4 % en 2010. La production industrielle ressort pour sa part en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale. L'excédent commercial s'élève à 31,6 milliards de dollars pour le mois décembre 2012 et à 231 milliards de dollars pour l'année 2012.

Actualité bancaire

Épargne réglementée

A compter du 1^{er} février 2013, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- Livret de développement durable : 1,75 %
- Livret d'épargne populaire : 2,25 %,
- Compte d'épargne logement : 1,25 %

Droit des chèques

L'ordonnance n° 2013-79 du 25 janvier 2013 publiée au JORF du 26 janvier 2013, clarifie certaines dispositions du code monétaire et financier relatives au droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, afin de préciser les modalités des échanges d'informations sur les incidents de paiement par chèque, entre la Banque de France, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et l'Institut d'émission d'outre-mer.

Activités bancaires

Le 30 janvier 2013, la commission des finances du Sénat a organisé, en préalable à l'examen du projet de loi de réforme bancaire et financière, une table ronde sur la séparation des activités bancaires.

Cette audition est consultable sur : <http://videos.senat.fr/video/commissions/commFINC-p1.html> ; l'ensemble du dossier législatif est consultable sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation_regulation_activites_bancaires.asp

Médiation du crédit aux entreprises

Rapport d'activité

En 2012, 4 077 dossiers ont été déposés à la Médiation nationale du crédit, avec une moyenne mensuelle de 378 dossiers. Sur ce total, 3 182 ont été acceptés et le taux de médiation réussie s'est établi à 58 % contre 59 % en 2011. La Médiation du crédit constate une complexité croissante de la situation des entreprises qui saisissent le Médiateur et dont les dossiers relèvent souvent de problèmes structurels liés au ralentissement conjoncturel. En 2012, 95 % des dossiers acceptés concernent les TPE-PME de moins de 50 salariés. 56 % des besoins de financement sont inférieurs à 50 000 euros.

En 2012, l'action de la Médiation a permis de conforter 1 550 entreprises dans leur activité, 543 millions d'euros ont été débloqués et 34 574 emplois préservés.

Depuis la création du dispositif en novembre 2008, 37 157 dossiers ont été déposés, avec un taux de médiation réussie de 62 %. 4,23 milliards d'euros de crédit ont été débloqués, 16 621 entreprises ont été confortées dans leur activité et 293 444 emplois préservés.

Outre-mer

Délégation sénatoriale à l'outre-mer

Le 17 janvier 2013, la délégation sénatoriale à l'outre-mer a organisé, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Outre-mer, un colloque intitulé « La France dans le Pacifique : quelle vision pour le 21^e siècle ? ».

Les tables rondes ont porté sur : les enjeux de la présence française, les coopérations, les contraintes géographiques et environnementales, les défis et les débats.

Les vidéos sont consultables sur : <http://videos.senat.fr/video/videos/2013/video16029.html>

Publications IEOM

Balance des paiements

Les rapports annuels 2011 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet :

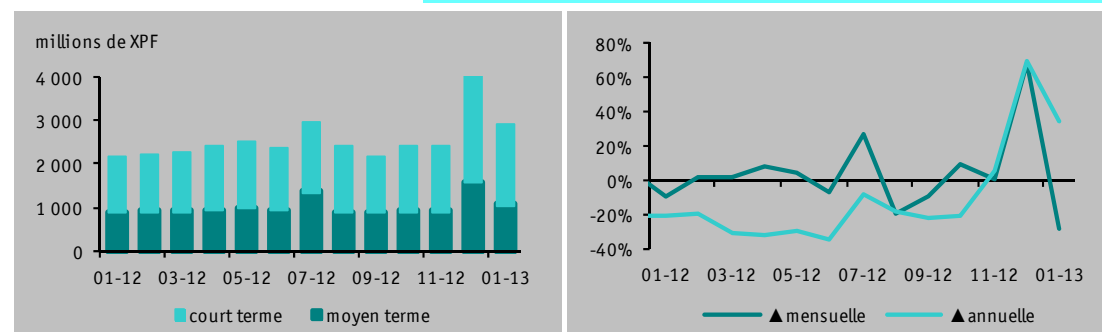
www.ieom.fr

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul du refinancement sur le mois

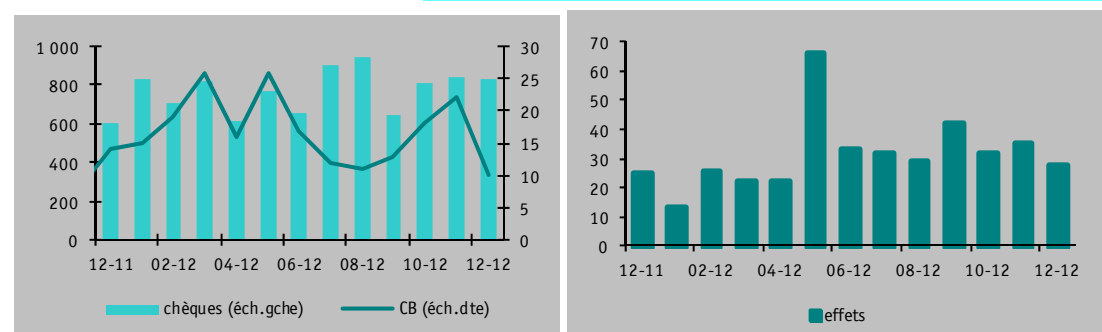
en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 287	2 517	1 860	-26,1%	44,5%
Utilisations à moyen terme	876	1 551	1 044	-32,7%	19,2%
Refinancement total	2 163	4 068	2 904	-28,6%	34,3%



Incidents de paiement

Recul des incidents de paiements en décembre

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	646	897	866	-3,5%	34,1%
- sur chèques	607	840	828	-1,4%	36,4%
- sur effets	25	35	28	-20,0%	12,0%
- retraits de cartes bancaires	14	22	10	-54,5%	-28,6%



Interdits bancaires

Interdictions bancaires en hausse

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 606	3 539	3 538	0,0%	-1,9%
- dont personnes physiques	3 161	3 074	3 061	-0,4%	-3,2%
- dont personnes morales	445	465	477	2,6%	7,2%

Cotation

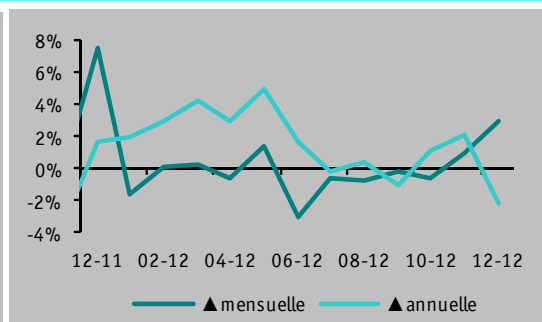
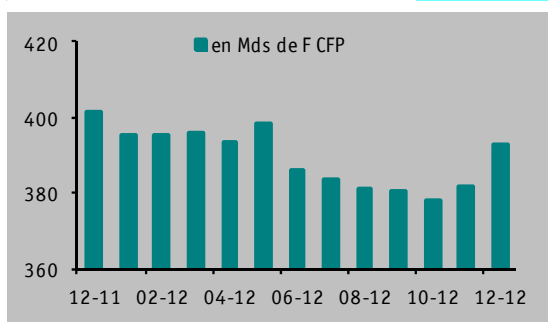
Hausse annuelle du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 129	7 786	7 811	0,3%	9,6%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 238	1 373	1 372	-0,1%	10,8%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 601	1 817	1 825	0,4%	14,0%

Masse monétaire

Hausse significative des dépôts à vue en décembre

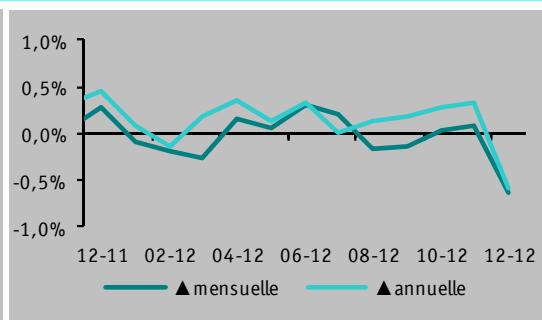
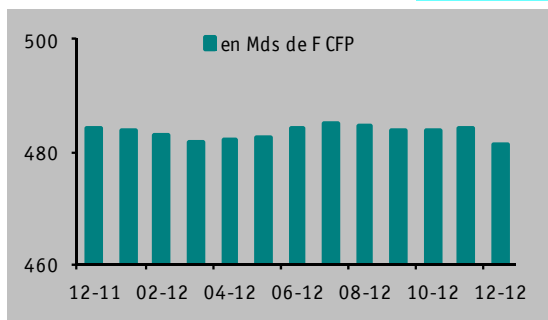
en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 437	15 072	15 512	2,9%	0,5%
Dépôts à vue	151 116	142 434	154 850	8,7%	2,5%
Comptes sur livrets	100 684	99 656	99 758	0,1%	-0,9%
Comptes d'épargne logement	314	346	357	3,2%	13,6%
Dépôts à terme	128 417	121 764	120 170	-1,3%	-6,4%
Autres	5 454	2 142	2 073	-3,2%	-62,0%
Total M3	401 422	381 415	392 720	3,0%	-2,2%



Concours des banques locales à l'économie

Deuxième mois de repli pour les créances douteuses

en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	131 907	128 280	123 540	-3,7%	-6,3%
Crédits d'équipement	64 952	67 880	68 714	1,2%	5,8%
Crédits à l'habitat	160 675	163 834	164 050	0,1%	2,1%
Autres crédits	67 817	66 394	68 547	3,2%	1,1%
Créances dout. brutes	58 756	57 944	56 471	-2,5%	-3,9%
Total CCB	484 107	484 333	481 321	-0,6%	-0,6%



3 – Brèves économiques locales

Energie

Baisse du prix des hydrocarbures

Lors du conseil des ministres du 28 janvier 2013, le gouvernement a décidé de réduire les prix des carburants pour tenir compte de la baisse des prix à l'importation. Ainsi, à compter du 1^{er} février 2013, l'essence sans plomb passe à 178 F CFP/l (- 5,6 %), le pétrole lampant à 117 F CFP (- 4,3 %) et le gazole public à 165 F CFP (- 3,6 %). Le prix du butane et les tarifs des carburants destinés aux professionnels demeurent inchangés.

Perliculture

Projet de modification de la structure d'encadrement du secteur

Fin janvier 2013, l'Assemblée de Polynésie française a présenté un projet de délibération portant sur la mise en place d'une société d'économie mixte, dénommée Tahiti Pearl Consortium, pour se substituer à la Maison de la Perle en 2014. Le gouvernement, pour sa part, souhaiterait entrer à 85 % dans le capital de la future SEM, avec un apport de plus de 500 millions de F CFP.

Ses principales missions seraient la commercialisation et la promotion de la perle de Tahiti, ainsi que le contrôle de la production.

Transport aérien

Réfection des cabines sur les avions d'ATN

Au premier semestre 2013, Air Tahiti Nui se lance dans la rénovation des cabines de trois de ses appareils. Le coup global de l'opération se chiffre à 1,55 milliard de F CFP et doit être amorti sur sept ans.

Cette modernisation va permettre d'alléger chaque avion de 3,7 tonnes, permettant de dégager une économie en jet-carburant, évaluée à 1 % de sa facture annuelle, soit 250 à 300 millions de F CFP par avion.

Finances publiques

Intégration au budget du Pays de 3 milliards de F CFP de dividendes de l'OPT

Par arrêté du 31 janvier 2013, le gouvernement local a approuvé l'attribution au Pays de 3 milliards de F CFP de dividendes, décidée lors du conseil d'administration de l'OPT de décembre dernier.

Un montant de 1,9 milliard de F CFP a d'ores et déjà été versé (décembre 2012) au titre de 2011, le reliquat de 1,1 milliard devant être débloqué pour l'exercice 2012, sous réserve de validation des comptes de l'OPT par les commissaires aux comptes.

Téléphonie mobile

Signature d'une convention d'interconnexion entre Tikiphone et Vodaphone

Après un an de négociations, Tikiphone et Vodaphone ont signé, lundi 4 février 2013, une convention d'interconnexion. Celle-ci permettra aux utilisateurs de Vodaphone de communiquer avec ceux de Tikiphone et/ou d'accéder aux services fournis par Tikiphone, et vice versa.

Consommation

Modification de la réglementation des prix

Au 1^{er} mars 2013, la liste des produits de première nécessité (PPN) se voit augmentée. Elle englobera désormais plusieurs produits végétaux cultivés localement (courgettes, concombres, choux verts...), la viande congelée, certains produits agroalimentaires, auparavant classés en produits de grande consommation (PGC). En outre, la liste des produits d'entretien figurant parmi les PPN est élargie.

Pour le pays, le coût budgétaire annuel des PPN s'élève 1,5 milliard de F CFP (dont 315 millions de F CFP de prise en charge du fret vers les îles). Ce train de mesures devrait amputer les recettes de TVA de plus de 400 millions de F CFP et ajouter un surplus de 54 millions de F CFP sur la prise en charge du fret vers les îles.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : évolution des prix

Stabilisation des prix à la consommation au dernier trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) enregistre + 0,2 % (+ 1,4 % au troisième trimestre 2012), tiré par les tarifs du tourisme intérieur (+ 6,2 %), les carburants (+ 2,6 %) et les locations (+ 0,8 %). Les plus fortes baisses proviennent des légumes (- 5,7 %), des produits media (- 4,3 %) et des produits pharmaceutiques (- 3,5 %).

L'indice des prix à la production progresse de 0,2 % au dernier trimestre 2012 (+ 0,6 % au troisième trimestre 2012), en lien avec les produits pétroliers (+ 5 %). A contrario, de fortes baisses sont constatées pour les productions agricoles (- 19,3 %) et les produits pharmaceutiques (- 4 %).

Sur l'ensemble de l'année passée, le nombre d'emplois s'est accru de 148 000, soit + 12 000 postes en moyenne par mois. Cependant, sur le mois de décembre, l'emploi a diminué de 5 500.

En dépit de tensions sur les capacités de production constatées dans la région de Canterbury, les pressions sur les coûts restent globalement faibles sur l'ensemble du pays. Les experts du NZIER n'anticipent donc pas de reprise de l'inflation pour l'heure. Le marché du travail, pour sa part, demeure morose (taux de chômage à 7,3 % au troisième trimestre 2012).

[illegible]

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
						taux	date d'effet		
taux de la facilité de dépôt						0,00%	11/07/2012		
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement						0,75%	11/07/2012		
taux de la facilité de prêt marginal						1,50%	11/07/2012		
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
						date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte	
taux de la facilité de dépôt						27/05/2010	0,25%	3,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises						24/07/2012	0,75%		
taux de réescompte des prêts bancaires au logement						01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)	
taux de la facilité de prêt marginal						24/07/2012	1,50%	1,50%	
taux de l'escompte de chèques						24/07/2012	1,50%		
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois									
	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire		taux	date d'effet
EONIA	0,0800%	0,1310%	- 0,051 pt	0,8170%	- 0,737 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1210%	0,1090%	+ 0,012 pt	0,7820%	- 0,661 pt	banques locales		7,10%	01/07/2009
EURIBOR 3 mois	0,2320%	0,1870%	+ 0,045 pt	1,0060%	- 0,774 pt	taux d'intérêt légal		taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,3780%	0,3200%	+ 0,058 pt	1,2270%	- 0,849 pt	année 2012		0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,6200%	0,5420%	+ 0,078 pt	1,5070%	- 0,887 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011
taux d'intérêt en moyenne mensuelle									
	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TEMPE	0,0709%	0,0723%	- 0,001 pt	0,4902%	- 0,410 pt				
EURIBOR 1 mois	0,1120%	0,1110%	+ 0,001 pt	0,8110%	- 0,699 pt				
EURIBOR 3 mois	0,2040%	0,1860%	+ 0,018 pt	1,0220%	- 0,818 pt				
EURIBOR 6 mois	0,3430%	0,3240%	+ 0,019 pt	1,2510%	- 0,908 pt				
EURIBOR 12 mois	0,5730%	0,5490%	+ 0,024 pt	1,5260%	- 0,953 pt				
TMO	2,3900%	2,2300%	+ 0,160 pt	3,5900%	- 1,200 pt				
TME	2,1900%	2,0300%	+ 0,160 pt	3,3900%	- 1,200 pt				
TRBOSP	2,3500%	2,2200%	+ 0,130 pt	3,6500%	- 1,300 pt				
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,100%	0,110%	0,086%	0,093%	0,035%	0,470%	0,470%	0,555%
3 mois	0,370%	0,415%	0,680%	0,167%	0,176%	0,140%	0,555%	0,570%	1,100%
10 ans emprunts phares	2,010%	1,740%	1,870%	0,760%	0,790%	0,980%	2,110%	1,840%	1,980%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)									
Prêts aux particuliers				seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires				12,19%
					Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF				11,24%
Prêts immobiliers					Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				seuil de l'usure
Prêts à taux fixe				5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				8,05%
Prêts à taux variable				5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable				4,01%
Prêts-relais				5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe				5,61%
Autres crédits aux particuliers					Découverts en compte (1)				13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF				20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires				19,89%					
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF				18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires				16,49%					
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF				15,55%	Découverts en compte (1)				13,32%
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	88,0677	1 NZD/XPF	73,8256	1 HKD/XPF	11,3535	1 GBP/XPF	139,2436
100 JPY/XPF	96.7659	1 AUD/XPF	91.7301	1 SGD/XPF	71.1664	100 VUV/XPF	94.6094	1 FJD/XPF	49.7879